



Décisions du Président
EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS
Décision n°DP-2023-257

Déchets ménagers

OBJET : AVENANT DE PROLONGATION DU CONTRAT DE REPRISE DES EMBALLAGES PLASTIQUES AVEC VALORPLAST

Dans l'attente de la prolongation de l'agrément de CITEO par les pouvoirs publics, il a été décidé de prolonger le contrat CAP 2018-2022 avec CITEO pour une durée d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2023.

Annonay Rhône Agglo se doit donc de reconduire également les contrats de reprise des matériaux liés à ce contrat afin d'assurer la continuité de reprises des matériaux triés par les habitants.

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n°2022-449 du 15 décembre 2022 relative à la mise à jour des délégations de pouvoirs au Bureau communautaire et au Président,

VU la délibération n°2017-476 du Bureau communautaire d'Annonay Rhône Agglo relative à la signature du Contrat pour l'action et la performance (CAP) 2022 emballages ménagers – barème F, et signature du contrat collectivité « Papiers graphiques 2018-2022 »,

VU la décision n°2023-72 relative aux avenants 4 et 5 de prolongation et de mise en conformité du Contrat pour l'action et la performance emballages ménagers - barème F pour l'année 2023 avec CITEO,

DECIDE

Article 1 :

La signature de l'avenant n°1 du contrat type de reprise option filières du 13 mars 2018 pour la reprise des emballages ménagers en plastiques hors « flux développement » par la société VALORPLAST relatif à sa prolongation pour l'année 2023.

Article 2 :

Cette décision sera transmise à Monsieur le Sous-préfet de Tournon-sur-Rhône pour contrôle de légalité, à Monsieur le Trésorier principal d'Annonay, affichée à la porte du siège d'Annonay Rhône Agglo et publiée au recueil des actes administratifs d'Annonay Rhône Agglo

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte compte tenu de son dépôt à la Sous Préfecture de Tournon

Fait à Davézieux, le 23/10/2023.

Président

Simon PLENET

Et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon (Palais des Juridictions Administratives, 184 rue Duguesclin 69433 LYON CEDEX 03) dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Transmis en sous-préfecture le : 01/11/2023

identifiant : 007-200072015-20230101-44402-CC-1-1